

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 36 (1989)
Heft: 1-2

Artikel: L'Ex DG en raccourci
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-367667>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'Ex DG en raccourci

Plus de 10000 personnes, civiles et militaires, ont participé à l'exercice de défense générale d'une semaine, qui s'est déroulé en novembre 1988 (Ex DG 88). Exception faite du Conseil fédéral, qui y a été représenté par un «Conseil fédéral d'exercice» nommé par lui, ce sont les titulaires effectifs des fonctions qui ont dû se soumettre, avec succès, dans la charge qui leur incombe, à un test difficile, fort bien organisé et instructif.

chm. Depuis quelque temps déjà, les exercices de défense générale au niveau fédéral sont toujours couplés avec des exercices opératifs purement militaires. Depuis peu, ils font partie d'un programme d'instruction stratégique qu'a décidé le Conseil fédéral en avril 1988. L'Ex DG doit servir à mettre à l'épreuve les connaissances de base

comme telles des personnalités qui participent au processus de décision dans des situations extraordinaires (tous les cas stratégiques, à l'exception du cas normal de «paix relative») et comment elles accomplissent leurs tâches, chacune dans le cadre de son département et de son office, ou de la direction de l'armée. Il s'agit en particulier d'appré-



Est-ce vraiment si sérieux?

(Roulier)

cier la collaboration des organes de conduite de la Confédération avec ceux des cantons et des divers secteurs de la défense générale (surtout de l'armée). Toutefois, l'Ex DG 88 a visé des objectifs allant encore plus loin. En effet, alors que les exercices précédents portaient principalement sur la coopération la meilleure possible entre le Conseil fédéral, à qui il incombe de diriger l'Etat dans toutes les situations stratégiques, et les instances qui lui sont subordonnées, ce que l'on a voulu observer plus particulièrement cette fois, c'est le comportement face aux divers types de menace. C'est ainsi que le scénario, prévoyant trois phases d'exercice, a confronté les participants non pas uniquement à des événements de guerre mais encore à des catastrophes «civiles» du genre de celles de Tchernobyl ou de Schweizerhalle. Selon le divisionnaire Gustave Däniker, chef d'état-major de l'instruction opérative et chef d'état-major de l'Ex DG, actuellement, il faut considérer la défense générale comme une gestion complète de crise, fondée sur notre Constitution fédérale et sur nos objectifs de politique établie.

Le commandant de corps Rolf Binder, chef de l'instruction de l'armée et directeur militaire de l'Ex DG, parle quant à lui, des «management games», qui ont fait leurs preuves depuis longtemps déjà dans l'industrie, en tant qu'entraînements à la gestion. Sont décisifs pour la qualité de ce genre d'entraînements la préparation soignée du «jeu» ainsi que le contenu réaliste et la composition rationnelle des scénarios présentés. Le commandant de corps Binder estime que le système suisse de milice nous permet d'utiliser au mieux le potentiel de l'élite, ce qui confère à l'Ex DG 88 la dimension d'un projet d'instruction unique en son genre, même sur le plan international.

Une liste impressionnante de participants

A lui seul le nombre des participants et des participantes – ils étaient 10 000! – permet de se rendre compte du gigantisme de l'exercice, qui a été mis en scène en novembre 1988. Un coup d'œil à la liste des participants démontre qu'il s'agissait d'un cercle de personnalités des plus titrées, ce qui garantit un exercice représentatif et réaliste:

- L'effectif de la direction de l'exercice s'est élevé à 630 personnes auxquelles il faut ajouter 300 membres civils (les 26 cantons) et militaires (toutes les unités d'armée) des états-majors de marquage.

Les travaux des personnes incorporées ont été suivis par trois groupes d'experts composés de quelque 50 personnalités issues des milieux politiques, économiques et scientifiques, parmi lesquelles figuraient également des représentants de la population. Ces groupes ont dû juger et évaluer l'opportunité des décisions et des ordres



Rencontre de deux mondes durant l'Ex DG.

(Roulier)

donnés. Ils ont été durant toute la semaine à la disposition des participants comme services «privés» de contact et de renseignements. Leurs observations ont été exploitées en permanence pour être, en fin de compte, consignées dans le rapport final dressé à l'attention du Conseil fédéral. Sans énumérer ici des listes de noms, on peut relever que ces groupes d'experts comptaient plus ou moins toutes les personnes qui ont un nom et un rang à tenir en Suisse.

- Le Conseil fédéral d'exercice était composé de sept parlementaires fédéraux, femme et hommes.
- Les instances civiles au niveau fédéral ont dû intervenir dans une distribution originale.
- Le commandement de l'armée a dû être légèrement modifié, car le chef de l'état-major général en fonction, le commandant de corps Eugène Lüthy, a été appelé à revêtir la charge de commandant en chef de l'armée, un poste qui n'est pas pourvu en temps de paix.
- S'agissant des cantons, outre l'organisation complète de la défense générale du canton de Genève, des parties d'état-major de tous les cantons ont collaboré à l'exercice.
- 7000 soldats ont été engagés comme troupes d'infrastructure, pour assurer les transmissions, l'exploitation, la chancellerie, le soutien, les transports, la défense contre avions et la garde.

Appréciations ultérieures et conclusions

L'évaluation détaillée de l'Ex DG 88 est actuellement en cours. Il s'agit de dégager de ce test les éléments positifs et négatifs, d'en tirer les conclusions et de prévoir les améliorations pour le futur. Dans tous les cas, on doit admettre que la charge immense qu'entraîne un exercice-mammouth de ce genre a valu la peine. □



Ex DG 88: une image inhabituelle de Berne.

(Roulier)

Les éléments de la politique de sécurité de la Suisse

Défense générale

- Politique étrangère
- Politique commerciale extérieure
- Bons offices
- Approvisionnement économique
- Coopération au développement
- Recherche en matière de conflits
- Protection de l'Etat

Maintien de la paix en général et règlement des crises

- Armée
- Protection civile
- Economie de guerre
- Information, défense psychologique
- Infrastructure pour le combat et la survie

- Prévention de la guerre par la volonté de se défendre (dissuasion)
- Défense
- Survie
- Résistance

Moyens stratégiques

Principales tâches en matière de stratégie

«La paix dans l'indépendance»
 - Maintien de la paix dans l'indépendance
 - Maintien de la liberté d'action
 - Protection de la population
 - Maintien du territoire national

Objectifs de la politique de sécurité